

# Ouvrir la science, mais sans la dénaturer

On veut ouvrir la science aux entreprises et au grand public, mais ce ne doit pas être au prix de la rigueur du travail scientifique.

par **Georges DEBRÉGEAS**, Physicien, Vice-président de l'association Sauvons la recherche

**S**i les relations entre recherche et société se sont modifiées, ces trois dernières décennies, c'est sans doute moins le fait des évolutions de la recherche que de celles de la société elle-même. Ces changements sont de deux ordres, au moins.

D'une part, une nouvelle forme de contestation sociale est apparue, qui remet en cause la valeur intrinsèque du progrès scientifique. Dans les domaines du nucléaire, des OGM, de la santé ou, plus récemment, des nanotechnologies, des groupes, très fortement dotés du point de vue scolaire, se sont donné les moyens de contester directement la parole de « l'expert » scientifique. Cette attitude critique se nourrit d'une certaine défiance à l'égard d'institutions scientifiques et universitaires, perçues comme proches des pouvoirs économique et politique. Il s'agit d'une remise en cause de la science comme lieu de pouvoir et d'une revendication de démocratisation d'un domaine qui structure, de fait, le monde dans lequel nous vivons.

Dans le même temps, les évolutions industrielles – mais aussi réglementaires (en matière de brevets, notamment) – ont fait de la recherche un enjeu économique déterminant pour un nombre grandissant de secteurs. Sous la pression de lobbies industriels, le pouvoir politique a exigé des institutions publiques et des chercheurs qu'ils se rapprochent des entreprises, voire qu'ils agissent eux-mêmes en entrepreneurs, afin de « valoriser » leurs découvertes. Initiée avec le *Bay Dole act* aux Etats-Unis, cette évolution s'est traduite, en France, par l'adoption de la loi sur l'innovation de 1999, et elle s'est très nettement amplifiée depuis le vote de la loi sur la recherche, en 2005.

Face à cette intrusion de nouveaux acteurs, porteurs d'exigences contradictoires, la communauté scientifique a réagi de façon désordonnée. Plutôt que d'analy-

ser collectivement la réalité de ces nouvelles « demandes sociales » et d'y apporter une réponse cohérente, elle a laissé se mettre en place, en leur nom, des pratiques individuelles ou institutionnelles jusqu'alors tacitement prohibées.

La croissance des financements mixtes privés/publics et la prise en compte explicite de la valorisation dans les processus d'évaluation ont favorisé le développement d'un discours utilitariste, même au sein d'institutions vouées à la recherche fondamentale. Il est ainsi devenu acceptable, pour un chercheur du CNRS, d'évoquer les applications potentielles (parfois les plus fantaisistes) de ses travaux comme justification centrale de leur financement. Les institutions elles-mêmes ont participé de ce mouvement, en se livrant à une guerre de communication autour des enjeux économiques des recherches menées en leur sein. Symptôme sans doute le plus éloquent de cette tendance récente : le Collège de France – Temple du savoir académique – vient d'inaugurer une chaire de biotechnologie financée par la société l'Oréal, confiée depuis quelques mois à un entrepreneur éloigné depuis bien longtemps de la recherche. Pour le Collège de France, cette nouvelle chaire n'est qu'une simple vitrine : le moyen de montrer aux bailleurs de fonds (publics et privés) sa volonté d'ouverture au monde de l'entreprise.

Sur un registre plus individuel, certains chercheurs ont pris argument de la nécessaire ouverture de la recherche à la société pour multiplier leurs activités de consultation auprès d'entreprises, de clubs de réflexion au service d'intérêts particuliers, ou de médias. Libérés du cadre institutionnel (bien que s'exprimant à ce titre), nombreux sont ceux qui n'hésitent plus à se départir des exigences de rigueur et de prudence associées à leur métier. En acceptant toutes les sollicitations, même quand

celles-ci les éloignent de leur domaine d'expertise, ils se plient volontiers au formatage, aux simplifications, voire au sensationnalisme qui garantissent une présence régulière dans l'espace médiatique. Même si cette démarche traduit, chez certains d'entre eux, un désir sincère d'œuvrer à une meilleure culture scientifique, elle traduit, le plus souvent, un attrait pour cette (relative) visibilité qu'offre un accès aux médias de masse contrastant fortement avec la confidentialité généralement associée à l'activité de recherche.

L'injonction à «l'ouverture» contribue ainsi à fragiliser l'institution scientifique en remettant en cause plusieurs de ses règles de fonctionnement les plus essentielles : l'autonomie, l'exigence de prudence, l'évaluation par les pairs sur la base de la seule valeur scientifique du travail produit. Mais surtout, il est probable que ces nouvelles pratiques (et les discours qu'elles véhiculent implicitement), loin de favoriser un meilleur dialogue entre chercheurs et citoyens, contribuent à alimenter une forme de défiance à l'égard des scientifiques.

Il importe, à ce stade, de souligner qu'en dépit d'une idée largement répandue faisant du jeune entrepreneur la nouvelle figure héroïque des temps modernes, le chercheur reste, à ce jour, un des personnages les plus appréciés par le grand public. Dans un livre récent, Bernard Convert a montré que le métier de chercheur est placé en tête des professions que les lycéens de terminale rêvent d'exercer (1). Pour quiconque a animé des ateliers, à l'occasion de Fêtes des Sciences, il est frappant de constater à quel point le public, dans sa très grande majorité, est réceptif au principe d'une recherche publique ayant comme fonction première le développement de connaissances nouvelles : la fameuse question «à quoi ça sert ?» est d'ailleurs plus souvent posée par les journalistes que par les citoyens qu'ils sont censés informer ! Lors du mouvement social qui a secoué le milieu la recherche en 2004, ce préjugé favorable à l'égard des chercheurs s'est manifesté à de nombreuses reprises. Il était lié, à l'évidence, tant au respect qu'inspire la démarche scientifique (le doute rationnel, la prudence, l'universalité) qu'à l'idée (ou à l'idéal ?) de désintéressement qui lui est associé.

Plutôt que de projeter sur cette opinion publique une « demande sociale » ambiguë, n'est-il pas dès lors raisonnable de promouvoir ces valeurs et de refuser, à l'in-

verse, les formes d'intervention qui ne les respecteraient pas ? Le succès d'initiatives telles que l'Université de Tous les Savoirs montre qu'il est possible, pour un scientifique, de faire preuve de la même exigence face à un public large que face à des collègues. À l'inverse, il est urgent que les institutions publiques se dotent des moyens de réguler les interventions contraires aux règles éthiques de ce métier.

Dans le même ordre d'idée, les scientifiques doivent refuser collectivement de prendre part au discours utilitariste sur la science, qui ne peut, à terme, que se retourner contre eux. Ils doivent affirmer clairement que la science ne peut constituer la solution aux dysfonctionnements de notre société (chômage, crises sanitaires, énergétiques et écologiques, notamment). Plutôt que d'accepter de voir progressivement leurs modes de fonctionnement mis à mal par les logiques de la rentabilité économique, ils doivent réaffirmer la nécessité d'un soutien public à une recherche autonome, au profit du plus grand nombre. Dans le même temps, ils doivent accepter (et même militer pour) que les questions politiques et sociales posées par les avancées scientifiques et technologiques fassent l'objet d'un débat public, aussi large et transparent que possible. Cela implique – comme le suggère Dominique Pestre dans un article récent (2) – que les institutions acceptent d'ouvrir leurs instances de décision et de débat à la société civile, et non plus aux seuls acteurs économiques. Une telle démarche visant à une démocratisation des politiques scientifiques et techniques, doublée d'un respect rigoureux des modes de fonctionnement propres au champ scientifique, trouverait un écho positif dans le grand public. C'est seulement au prix de cette ouverture raisonnée que pourra être préservée la relation de confiance entre les chercheurs et les citoyens.

(1) Bernard Convert, « *Les impasses de la démocratisation scolaire. Sur une prétendue crise des vocations scientifiques* » Editions Raison d'agir. Dans cet ouvrage, Bernard Convert démontre que la désaffection pour les cursus scientifiques, souvent citée comme symptôme d'un désamour pour la science, est une conséquence non d'un manque de vocations, mais bien d'une perception – justifiée, celle-ci – que le taux d'échec dans ces filières est relativement plus élevé et que les débouchés sont réduits.

(2) « L'autre campagne », Editions La Découverte. Cet article est disponible en ligne à : <http://www.lautre campagne.org/article.php?id=122>